

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Variétés

Journal de la société statistique de Paris, tome 12-13 (1871-1872), p. 248-252

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1871-1872__12-13__248_0

© Société de statistique de Paris, 1871-1872, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

V.
VARIÉTÉS.

1. — Recensement de la population de l'empire germanique.

	1867.	1871.	En + ou en —
Prusse	23.971.337	24.641.552	0.70
Bavière	4.824.421	4.861.402	0.19
Saxe	2.426.300	2.556.244	1.34
Wurtemberg	1.778.396	1.818.484	0.55
Alsace-Lorraine	1.597.219	1.549.459	— 0.60
Bade	1.434.970	1.461.428	0.46
Hesse	831.939	852.843	0.61
Mecklembourg-Schwerin	560.628	557.897	— 0.12
Oldenbourg	315.995	316.641	0.05
Hambourg	306.507	338.974	2.65
Brunswick	302.801	311.715	0.73
Saxe-Weimar	282.928	286.183	0.28
Anhalt	197.041	203.354	0.80
Saxe-Meinigen	181.483	187.884	0.88
Saxe-Cobourg-Gotha	168.851	174.339	0.81
Altenbourg	141.426	142.122	0.09
Brême	110.352	122.565	3.67
Lippe-Detmold	111.909	111.153	— 0.17
Mecklembourg-Strelitz	98.770	96.982	— 0.45
Reuss (branche cadette)	88.097	89.032	0.31
Schwarzbourg-Rudolstadt	75.116	75.523	0.14
Schwarzbourg-Souderhausen	68.109	67.191	— 0.34
Waldeck	57.495	56.258	— 0.55
Lubeck	49.183	52.118	1.51
Lauenbourg	49.978	49.651	— 0.16
Reuss (branche aînée)	43.889	45.094	— 0.69
Schaumbourg-Lippe	31.814	32.051	0.18
Total général	40.106.954	41.058.139	0.59

D'après ce tableau, la population des divers pays faisant partie de l'empire germanique, se montait en 1867, à 40,106,954 habitants, et en 1872, à 41,058,139, soit un accroissement de 0,59 p. 100.

Cette augmentation est trop faible pour être normale et régulière. La guerre franco-allemande et les émigrations de plus en plus nombreuses, suite du malaise général parmi les classes inférieures et de l'assombrissement de l'horizon social en Allemagne, ont évidemment arrêté l'essor autrefois si rapide des agglomérations humaines dans ce pays.

La dépopulation porte surtout sur les deux Mecklembourg et le Lauenbourg, trois petits pays dépourvus d'industrie et dont, par surcroît, la constitution politique n'est point faite pour favoriser le développement d'une société dans le sens moderne du mot.

L'Alsace-Lorraine a également éprouvé un dépeuplement assez sensible, mais ce fait trouve son explication naturelle dans la situation politique et le désarroi social où se trouvent ces provinces. Les trois villes libres de Lubeck, Brême et Hambourg,

ont partagé le sort des autres grandes cités allemandes qui toutes, par la force du mouvement acquis, ont vu leur population augmenter dans des proportions vraiment inquiétantes; il est vrai que les cités anséatiques ont, sur les villes de l'intérieur, l'avantage de dominer, comme ports de mer, de vastes territoires dont elles centralisent le mouvement commercial.

En dehors du mouvement ascensionnel des villes, c'est le royaume de Saxe qui accuse la progression la plus constante et la plus rapide du nombre des habitants et se fait remarquer autant par le chiffre considérable des naissances que par l'excédant des immigrations sur les émigrations, preuve de l'état prospère du commerce et de l'industrie de ce pays.

En Prusse, l'augmentation quinquennale de la population sur un effectif de 24,000,000 ne comporte que 670,215 têtes, soit 0,70 p. 100. Il faut voir là surtout les funestes effets de la fièvre d'émigration qui s'est emparée des paysans dans les provinces orientales et en Poméranie et qui tend à dépeupler insensiblement les campagnes de ces contrées.

(Extrait d'un rapport consulaire. Leipzig, juillet 1872).

2. — *L'Instruction publique en Russie.*

Les écoles en Russie. — Plusieurs journaux s'occupent des écoles primaires et des méthodes d'enseignement des connaissances élémentaires. La *Gazette (russe) de l'Académie* nous fournit des détails circonstanciés sur les discussions, au sujet de l'enseignement de la lecture, qui ont eu lieu dans le congrès d'instituteurs et d'institutrices réunis à Strelina; d'un autre côté, la *Bourse* nous renseigne sur la fondation des écoles élémentaires, tentée à la fois sur tous les points du territoire. Nous voyons que cette vaste tâche imposée à la génération actuelle s'accomplit partout avec un zèle digne de tous les éloges, mais le but est encore loin d'être atteint.

Dans le district d'Odessa, pour une population de 143,241 habitants, il y a 110 écoles primaires, 134 instituteurs et 7,564 élèves. Pour ces écoles, le zemstvo donne 1,200 roubles; l'autorité gouvernementale, 1,000; les sociétés, 21,734; ce qui fait en tout 23,934 roubles, et, pour chaque école, 217 roubles 54. Les écoles entretenues par les colonistes sont bonnes, parce que les habitants les soutiennent; mais, parmi les écoles purement russes, il y en a deux ou trois bonnes, cinq ou six mauvaises, autant qui végètent; les autres n'existent que sur le papier. Un membre du zemstvo d'Odessa l'a confessé dans l'assemblée. Dans le district de Tiraspol, il y a, pour 143,781 habitants des deux sexes, 65 écoles, 85 instituteurs et 3,974 élèves; les sommes votées pour ces écoles s'élèvent ensemble à 14,000 roubles; il faut en défalquer 1,400 roubles destinés à l'instruction des instituteurs primaires des campagnes et 200 pour les dépenses de la chancellerie; il reste donc, pour chaque école, 204 roubles; or, ce n'est pas 204 roubles que dépense chacune de ces écoles, c'est 500 roubles au moins. Si elles vivent et prospèrent, c'est que les autres n'existent qu'en projet, et les autorités qui les font figurer dans la statistique sont trompées par des rapports complaisants. Le ministre de l'instruction publique a ordonné d'établir dans certains endroits des écoles pri-

maires à deux classes ; il serait plus urgent, suivant la *Bourse*, d'établir partout des écoles purement élémentaires et de s'assurer de leur fonctionnement ; les perfectionnements arriveraient plus tard. (*Journal de Saint-Petersbourg.*)

Les Universités en Russie. — Il résulte d'un rapport complémentaire publié dans le dernier fascicule du *Journal du ministère de l'instruction publique*, pour l'exercice scolaire 1870, que le nombre réglementaire des professeurs agrégés, lecteurs agrégés à titre privé, instituteurs et prosecteurs des huit universités, Saint-Petersbourg, Moscou, Kief, Kharkof, Kazan, Odessa, Dorpat et Varsovie, doit être de 673, tandis qu'au 1^{er} janvier 1871 il n'était en réalité que de 521.

Le nombre des étudiants dans les huit universités était le suivant au 1^{er} janvier 1871 : Saint-Petersbourg, 1,168, Moscou, 1,541 ; Kharkof, 552 ; Kazan, 590 ; Kief, 784 ; Odessa, 410 ; Dorpat, 659 ; Varsovie, 981. — Total, 6,685,

A ce chiffre il faut ajouter 590 auditeurs libres, ce qui porte le nombre des étudiants en général à 7,275. Les étudiants se répartissaient comme suit d'après les diverses facultés : Théologie (Dorpat), 70 ; sciences camérales (Dorpat), 21 ; histoire et philologie, 521 ; jurisprudence et économie politique, 3,355 ; mathématiques, 606 ; histoire naturelle, 362 ; physique et chimie, 45 ; médecine, 1,650 ; langues orientales, 35 ; total, 6,685.

Ont quitté les universités en 1870, après avoir achevé leurs cours :

Saint-Petersbourg, 122 étudiants ; Moscou, 266 étudiants et 7 auditeurs ; Kharkof, 54 étudiants et 20 auditeurs ; Kazan, 59 étudiants et 22 auditeurs ; Kief, 88 étudiants ; Odessa, 59 étudiants ; Dorpat, 94 étudiants ; Varsovie, 114 étudiants.

Ont été admis gratuitement au cours en 1870 :

Etudiants : Saint-Petersbourg, 509 ; Moscou, 715 ; Kharkof, 209 ; Kazan, 212 ; Kief, 320 ; Odessa, 111 ; Dorpat, 145 ; Varsovie, 103 ; soit, en moyenne, 34,71 p. 100 du total des étudiants, tandis que 91 étudiants ont été autorisés à ne payer que la moitié de la rétribution universitaire.

Le nombre des étudiants assistés s'était accru de 2 1/2 p. 100 depuis l'année précédente, et dans le cours de l'année 1870-1871 il a été réparti le produit de 1,385 bourses et de 1,329 allocations une fois payées, pour la somme totale de 311,880 roubles.

Dans le cours de l'année scolaire 1870-1871, les huit universités ont conféré 1,605 diplômes. (44 docteurs, 20 licenciés, 443 candidats, 133 médecins, etc., etc.)

3. — Les Élections communales en Russie.

Le corps électoral chargé dans les villes d'élire les magistratures urbaines et les conseils, a été organisé dernièrement d'une façon nouvelle. Jusqu'à présent le droit de prendre part à ces élections dépendait des conditions sociales. La nouvelle loi a effacé toute distinction entre le noble et le paysan, le prêtre et le bourgeois ; elle ne reconnaît pour base du droit électoral que l'impôt payé à la ville. Ainsi, sont électeurs sans exception de conditions sociales : 1^o les possesseurs de biens immeubles payant un impôt à la ville ; 2^o les possesseurs et directeurs d'établissements commerciaux et industriels ; 3^o tous ceux qui, après un séjour de deux ans, peuvent

fournir la preuve, par des moyens que la loi indique minutieusement, qu'ils acquittent un impôt au profit de la cité. Quant aux autres habitants, qui ne sont ni propriétaires d'immeubles, ni commerçants, ni industriels, ils ne font pas partie du corps électoral: il est question, cependant d'y adjoindre certaines catégories d'entre eux, mais la question est encore à l'étude.

En attendant, la nouvelle loi électorale est en ce moment à l'œuvre, et il est curieux de savoir ce qui en sortira.

Comme on pouvait le prévoir, ce sont les commerçants et les bourgeois notables qui occupent le premier rang parmi les élus. Leur proportion est en moyenne de 62 p. 100 dans les conseils municipaux, et de 68 p. 100 dans les magistratures urbaines (maires, adjoints, etc.)

Viennent ensuite les bourgeois, les paysans, les fonctionnaires inférieurs, qui figurent au nombre de 20 p. 100 dans les conseils et de 17 p. 100 dans les magistratures. Dans quelques petites villes, cependant, les voix se sont portées principalement sur les fonctionnaires de divers ordres: c'est ce qui est arrivé dans plusieurs localités des gouvernements de Kherson et de Nijni-Novogorod. Les magistratures urbaines de Valdaï, d'Elatma, de Vassile, d'Ourjouma et d'Elisavethgrad contiennent aussi plus de fonctionnaires que de marchands et de nobles.

C'est la noblesse qui a été le moins bien partagée dans ces élections municipales. Sa part proportionnelle est de 16 p. 100 dans les conseils et de 15 p. 100 dans les magistratures. Il y a des villes, cependant, où la noblesse prédomine: à Kiew la douma comprend 46 nobles, 26 marchands et pas un fonctionnaire; à Poltava, elle se compose de 33 nobles, de 28 marchands et de 11 fonctionnaires, et à Kichinew de 35 nobles, de 30 marchands et de 7 fonctionnaires.

La noblesse n'a la majorité que dans deux conseils: à Kiew et à Volkhow (gouvernement d'Orel). Dans cette dernière ville, sur 72 membres qui composent la douma, 47 appartiennent à la noblesse et au clergé; il y a 3 marchands, 2 bourgeois, paysans et petits fonctionnaires; mais les quatre membres qui composent la magistrature urbaine sont des marchands. En revanche, la noblesse prend le dessus dans la magistrature d'un grand nombre de villes. Voici des chiffres: à Kichinew, 5 nobles et 1 marchand; à Poltava, 4 nobles et 1 marchand; à Tambow, 3 et 1; à Kharkow, 5 et 2; à Yalta, 2 et 1; à Koursk et à Simphéropol, 3 et 2; à Kiew, 5 et 4; à Tchernigow, 4 et 4; à Théodosie, 3 et 3. Dans toutes les autres villes, les commerçants l'emportent sur les nobles dans les magistratures urbaines. Pas un noble n'a trouvé place dans celles des 13 villes suivantes: Mtsenk, Ranenbourg, Chtchatska, Boroditska, Epiphane, Galitch, Séménow, Orska, et dans les cinq villes du gouvernement de Viatka. Sur les 125 villes dont les élections sont connues, 46 seulement ont élu des nobles pour les magistratures urbaines.

Cette organisation électorale ne s'applique pas aux trois plus grandes villes de la Russie: Saint-Petersbourg, Moscou et Odessa.

4. — *Le Parlement canadien.*

3. *Le Parlement canadien et les élections.* — Les élections pour le renouvellement du parlement canadien viennent d'avoir lieu. Elles ont donné des résultats favorables au parti libéral conservateur.

Le parlement canadien se compose d'un sénat et d'une chambre. Celle-ci est renouvelée tous les cinq ans. Le sénat est nommé par la reine. Les membres le composant se démettent parfois de leurs fonctions pour entrer dans la chambre basse.

Cette chambre est élue à la majorité des voix et soumise au suffrage universel. Tout candidat à la chambre est tenu d'être propriétaire. Le minimum de la propriété est fixé à 2,000 livres, soit 50,000 francs. Les élections ont lieu en un seul jour; les électeurs désignent à haute voix le candidat de leur choix.

Contrairement à ce qui se passe aux États-Unis, les Canadiens n'ont ni assemblées primaires, ni comités, ni conventions, en un mot, nulle organisation de partis. Tout individu est parfaitement libre de mettre son nom sur un bulletin de liste et de courir les chances de l'élection. Toutefois, il est d'usage chez les notables de l'endroit, appartenant à l'un et à l'autre parti, de se réunir et de composer une liste formée des membres les plus considérables par le talent, la fortune et la considération.

Voici le chiffre proportionnel, par province, de la représentation au parlement canadien.

Provinces.	Populations.	Députés au parle- ment.	Répartition à la représen- tation.
Ontario	1.620.842	88	18.419
Québec	1.190.506	65	18.315
Nouvelle-Ecosse.	387.800	21	18.467
Nouveau-Brunswick	285.777	16	17.861
Colombie anglaise	10.586	6	1.764
Manitoba	11.965	4	2.991
Totaux	3.507.475	200	

La population de la confédération canadienne appelée par les natifs du nom de *Dominion* ou Puissance, s'élève donc à 3,507,475 habitants, sur lesquels 1,200,000 (en chiffre rond) sont d'origine française. Cette population nomme une chambre composée de 200 membres, soit un représentant par 18,000 habitants; et c'est cette chambre qui, en réalité, constitue le gouvernement du pays.